

mois fait l'objet d'une enquête par le service antitrust du secrétariat de la Justice des États-Unis sur des usages qui sont parfaitement licites au Canada, et qu'au cours de l'enquête, des documents ont été retirés des dossiers de filiales américaines de sociétés canadiennes pour que le secrétariat de la Justice puisse continuer son enquête.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je ne suis peut-être pas aussi familier avec ces détails que le député qui les a présentés. Cependant, je voudrais lui souligner qu'il existe entre le Canada et les États-Unis des ententes pour échanger des renseignements relatifs à certains aspects de la lutte antitrust et contre les coalitions, et en vertu de ces ententes, il y a eu des échanges limités entre les hauts fonctionnaires à ce sujet. Rien, dans ces discussions, ne donne à croire que la souveraineté du Canada a été violée ou que les tribunaux américains outrepassent leur juridiction au détriment des ressortissants canadiens.

**M. Fairweather:** Monsieur l'Orateur, vu les objections et l'inquiétude à ce sujet de bien des Canadiens, dont M. R. M. Fowler, président de l'Association canadienne des pâtes et papiers, le gouvernement a-t-il l'intention de convoquer une conférence internationale, à laquelle le gouvernement des États-Unis et d'autres assisteraient bien entendu, en vue d'établir des principes directeurs aptes à servir, à l'avenir, à la solution des problèmes découlant de l'application extraterritoriale de lois nationales?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, c'est le genre de chose dont on discute aux réunions du comité mixte des cabinets; mais si une autre occasion ne se présente pas, il y aura peut-être lieu de soulever la question avant la prochaine réunion.

\* \* \*

### LES FINANCES

#### LES OFFRES D'EMPLOIS PUBLIÉES DANS UNE REVUE ÉCONOMIQUE AMÉRICAINE

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Son ministère n'a-t-il pas pu trouver du personnel canadien compétent pour combler des postes dans son secteur de la planification budgétaire et fiscale ainsi que dans cinq autres de ses secteurs rattachés à la politique économique et monétaire? Si oui, pourquoi le gouvernement canadien publie-t-il une annonce dans la publication *The American Economic Review* et dans d'autres périodiques savants des États-Unis, demandant des économistes américains possédant une formation américaine, pour le Canada où ils pourraient s'appliquer à analyser des situations économiques américaines qui serviraient de modèles aux situations économiques canadiennes?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je n'étais pas au courant d'une telle réclame. Le ministère des Finances est continuellement à la recherche de personnes hautement compétentes dans les domaines de l'économie et des finances au Canada. Nous

[M. Fairweather.]

en cherchons constamment. Nous avons les meilleures au monde et nous espérons bien que nos normes ne fléchiront pas.

**M. Lundrigan:** Monsieur l'Orateur, le ministre envisagerait-il de mettre fin à cette publicité, de traiter sur le même pied que les autres les Canadiens qui postulent des postes au sein de son ministère et annoncer ces mêmes postes dans des revues savantes canadiennes?

**L'hon. M. Benson:** On accorde la préférence aux Canadiens, bien sûr, parmi les candidats aux postes de mon ministère.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'APPARTENANCE ÉTRANGÈRE—LES DISCUSSIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous dirait-il si le gouvernement des États-Unis a invité celui du Canada à s'entrettenir avec lui de la question des investissements américains chez nous face aux sentiments nationalistes qui se manifestent de plus en plus dans notre pays aujourd'hui?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Nous avons, bien entendu, discuté la question de l'appartenance étrangère avec nos homologues américains. Le gouvernement des États-Unis nous a indiqué, il y a quelque temps, qu'il espérait qu'avant que nous modifions notre politique en matière d'appartenance étrangère à son égard, des consultations pourraient avoir lieu.

**M. Yewchuk:** Le ministre pourrait-il nous dire si une réunion a été prévue et si nous pouvons compter que les résultats en seront communiqués à la Chambre?

**L'hon. M. Sharp:** Vu que le gouvernement n'a pas encore arrêté sa politique en matière d'appartenance étrangère, il n'a pu y avoir aucune consultation à l'heure qu'il est.

\* \* \*

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

#### LE DIFFÉREND ENTRE LES MÉCANICIENS DE LOCOMOTIVE ET LES SOCIÉTÉS FERROVIAIRES—LA CRÉATION TARDIVE DU CONSEIL D'ARBITRAGE—L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Ma question s'adresse au ministre du Travail. Vu la menace imminente d'une paralysie totale des réseaux ferroviaires du CN et du CP qui ne pourrait que nuire gravement à l'économie de l'Ouest, le ministre nous dirait-il pourquoi on a attendu quatre mois avant de créer le conseil d'arbitrage pour mener les négociations collectives avec le CN, le CP et la Fraternité des mécaniciens de locomotives?

**M. l'Orateur:** Je voudrais signaler au député qu'on pourrait étudier cette importante question s'il voulait